Santé publique : état d’urgence

*Date de mise en ligne :* 2020

Santé publique : c’est grave, docteur ?

Parler de la crise sanitaire liée au COVID-19 et de ce qu’elle nous enseigne.

* **Thème** : santé
* **Niveau** : C1
* **Public**: adultes
* **Durée indicative**: 2h20 environ sur deux séances

# Parcours pédagogique

Étape 1 – Se préparer au visionnage 2

 Anticiper le sujet de l’interview à partir de titres de presse 2

Étape 2 – Identifier le sujet de l’émission 2

 Identifier le problème, ses causes et ses manifestations (activité 1) 2

Étape 3 – Comprendre la problématique de l’émission 3

 Comprendre les informations principales (activité 2) 3

 Repérer d’autres problèmes à partir d’exemples (activité 3) 3

 Analyser les manières d’informer, de prendre position et de convaincre (activité 4) 4

Étape 4 – Approfondir la problématique de l’émission 5

 Débattre des nouvelles mesures du plan Ségur de la santé de juillet 2020 (activité 5) 5

 Parler de la crise sanitaire liée au COVID-19 et de ce qu’elle nous enseigne 6

Objectifs communicatifs / pragmatiques

* Anticiper le sujet de l’interview à partir de titres de presse.
* Identifier le problème, ses causes et ses manifestations.
* Comprendre les informations principales.
* Repérer d’autres problèmes à partir d’exemples.
* Débattre des nouvelles mesures du plan Ségur de la santé.
* Parler de la crise sanitaire liée au COVID-19 et de ce qu’elle nous enseigne.

Objectifs linguistiques

* Comprendre et utiliser le lexique du monde de la santé.
* Analyser les manières d’informer, de prendre position et de convaincre.

Objectif (inter)culturel

* Découvrir la façon dont différents pays ont fait face au COVID-19.

## Étape 1 – Se préparer au visionnage

### Anticiper le sujet de l’interview à partir de titres de presse

**Production orale** – groupe classe – 15 min (support : fiche matériel)

Imprimer et découper les titres de presse figurant sur la fiche matériel. Les retourner afin que le titre n’apparaisse pas. Inviter les apprenant·e·s à en choisir un au hasard. Demander de lire le titre, puis de répondre rapidement aux questions suivantes :

*Quel est le problème épinglé par le titre de presse ?*

*De quand date cette information ? Quel est le pays concerné ?*

*Quelles peuvent être les causes et conséquences de ce problème ?*

Mettre en commun. Noter le vocabulaire spécifique au tableau.

*Qu’en est-il dans votre pays ?*

*À votre avis, de quoi va parler l’interview que nous allons voir aujourd’hui ?*

Pistes de correction / Corrigés :

- Moi, j’ai pioché un titre qui concerne la fuite des infirmières françaises vers la Belgique, où elles sont certainement mieux payées ou travaillent dans de meilleures conditions. L’article date du 14 janvier 2019, soit un an avant l’apparition du coronavirus. La cause épinglée, c’est la grande misère de l’hôpital public français, le manque de ressources financières. Et j’imagine que ce phénomène entraîne un manque de personnel qualifié en France et sans doute la fermeture d’un certain nombre de lits.

- Mais le secteur de la santé en Belgique est également frappé : moi, j’ai un titre qui date de juin 2017. Je vous le lis : « Étranglés par les économies, les hôpitaux exigent une trêve budgétaire ». Comme tous les gouvernements imposent des restrictions budgétaires à tous les ministères, la santé ne fait pas exception. Je n’en connais pas bien les conséquences, mais j’imagine que les séjours à l’hôpital, les interventions chirurgicales doivent coûter plus cher au système national de santé et aux patients.

- Moi, j’ai un titre de presse qui dénonce la situation des urgences au Québec, elles sont engorgées, débordées. Ici, on est en décembre 2019, avant la crise sanitaire due au COVID-19.C’est sans doute dû à un manque d’urgentistes, de lits pour hospitaliser les patients les plus graves ou peut-être à un afflux imprévu de patients. Les conséquences : des retards dans la prise en charge, des gens mécontents, du personnel soignant surchargé de travail, épuisé qui risque de faire des erreurs de diagnostic.

- Au Royaume-Uni où le système de santé était déjà défaillant, l’arrivée du coronavirus n’a rien arrangé. Écoutez plutôt : « Coronavirus au Royaume-Uni : hôpitaux débordés, patients triés ». La source, c’est RTL-Infos et cela date du 10 avril 2020. La conséquence dramatique, c’est : « à quels patients doit-on accorder la priorité » ? Qui pour les soins intensifs et qui va-t-on laisser mourir ? Je sais qu’en Italie, les urgentistes ont été confrontés aux mêmes problèmes faute de respirateurs, de lits aux soins intensifs. Etc.

- Dans mon pays, la situation est la même que celle dénoncée jusqu’ici, un manque de financement de la santé publique. Avec la pandémie de coronavirus, pour ne pas engorger des hôpitaux déjà dépassés par les événements, on a évité d’hospitaliser des dizaines de résidents des maisons de retraite. Résultat, le taux de mortalité des seniors suite au COVID-19 y a été très élevé.

- C’est grave aussi dans mon pays, en fait un peu partout dans le monde. Et j’imagine que ce sera le sujet dont on va parler aujourd’hui. Etc.

## Étape 2 – Identifier le sujet de l’émission

### Identifier le problème, ses causes et ses manifestations (activité 1)

**Compréhension orale** – binômes, groupe classe – 20 min (supports : fiche apprenant, vidéo)

Distribuer la fiche apprenant. Former des binômes.

*Faites l’activité 2 : visionnez le début de l’interview réalisée avant la crise du COVID-19. De quoi est-il question ? Prenez des notes sur les points ci-dessous. Puis, en binômes, complétez la carte mentale.*

Diffuser la vidéo avec le son, du début jusqu’à 2’56. Inviter les apprenant·e·s à comparer leurs notes. Si nécessaire, rediffuser l’extrait. Laisser ensuite le temps de compléter la carte mentale à partir des notes.

Mettre en commun. Noter le lexique spécifique au tableau.

Pistes de correction / Corrigés :

Problème

- Crise hospitalière (et crise sociale)

Causes

- Loi Bachelot de 2009 = l’hôpital devient une entreprise

- Tarification à l’activité

- Nouveau management : directeur = manager

- Suppression d’hôpitaux et de personnel

- Objectifs de rentabilité = personnel plus rentable

Manifestations du problème

- Nombre de suicides

- Longue résistance, mais aujourd’hui ça s’écroule, ça craque

- À Toulouse, tous les médecins ont démissionné de leurs tâches administratives (ils n’ont plus les moyens de soigner)

- Gardes de 24 h : a-t-on encore les moyens de bien soigner ?

## 

## Étape 3 – Comprendre la problématique de l’émission

### Comprendre les informations principales (activité 2)

**Compréhension orale** – binômes, groupe classe – 15 min (supports : fiche apprenant, vidéo)

Conserver la disposition en binômes.

*Faites l’activité 2 : le 20 novembre 2019, le gouvernement français annonce un plan pour répondre à la crise de l’hôpital public. Regardez la suite de l’interview, écoutez en quoi consiste ce plan et relevez les principales réactions du Dr Patrick Pelloux. Aidez-vous des questions proposées.*

Lever les éventuelles difficultés lexicales. Diffuser la suite de l’interview, de 2’57 à 5’36. Laisser le temps de rédiger les réponses. Inviter les apprenant·e·s à comparer leurs réponses. Rediffuser l’extrait si nécessaire.

Mettre en commun.

Pistes de correction / Corrigés :

1. Quels sont les principaux points du plan gouvernemental ? Cochez les réponses adéquates.

🗹 Un financement supplémentaire de 1,5 milliard d’euros.

🗹 La reprise d’une partie de la dette hospitalière par l’État.

🗹 Un plan d’investissement pour l’achat de matériel.

🗹 Une série de primes pour les personnels de la région parisienne.

2. La première réaction de Patrick Pelloux est totalement négative. C’est un plan fait pour la technostructure qui a ainsi résolu son problème de déficit.

3. Le gouvernement ne répond pas à la demande d’une augmentation de salaire net de 300 euros par mois ni à la demande de réouverture des lits.

4. Face aux critiques, le gouvernement propose de rouvrir des lits là où ce sera nécessaire.

5. L’année dernière, on a fermé 1800 lits dont 900 à l’Assistance Publique – Hôpitaux de Paris. Ces fermetures sont imputables au manque de personnel.

6 L’argent injecté par le gouvernement dans les hôpitaux publics viendra de l’impôt.

### Repérer d’autres problèmes à partir d’exemples (activité 3)

**Compréhension orale** – binômes, groupe classe – 10 min (supports : fiche apprenant, vidéo)

Conserver la disposition en binômes.

*Réalisez l’activité 3 : regardez la dernière partie de l’interview dont les informations sont brièvement résumées. Associez une des étiquettes à chaque problème épinglé par les deux invités.*

Diffuser la fin de l’interview à partir de 5’37 jusqu’à la fin. S’assurer que le lexique est bien compris : il sera repris dans le cadre de la dernière activité du parcours.

Inviter les apprenant·e·s à comparer leurs réponses. Procéder ensuite à la mise en commun.

Pistes de correction / Corrigés :

D. 1 / C. 2 / A. 3 / B. 4

Conclusion de Patrick Pelloux : il faut absolument abroger la loi Bachelot de 2009.

### Analyser les manières d’informer, de prendre position et de convaincre (activité 4)

**Analyse stylistique, production orale** – 2 grands groupes – 25 min (supports : fiche apprenant, vidéo, transcription)

*Réalisez l’activité 4 : Julie Pichot et Patrick Pelloux prennent tous deux position face à la gravité de la situation des hôpitaux publics, mais ils le font de façon très différente. Qu’est-ce qui les caractérise ? Lequel vous paraît le plus convaincant ? Visionnez une dernière fois l’interview et, à l’aide de la grille d’analyse, faites part de vos observations sur leur manière d’argumenter.*

Diviser la classe en deux grands groupes, chacun se concentrant sur l’un des invités. Puis répartir les différents points à observer au sein de chaque grand groupe afin d’amener les apprenant·e·s à se concentrer sur un point précis.

Rediffuser la vidéo. Faire des pauses et des retours en arrière si nécessaire. Distribuer également la transcription. Laisser le temps aux apprenant·es de noter leurs observations.

Mettre en commun.

Pistes de correction / Corrigés :

Julie Pichot

|  |  |
| --- | --- |
| **Langage :**  - niveau de langue (familier, standard, élevé)  - lexique au sens dénoté, connoté, les deux  - emploi d’expressions imagées | Niveau de langue standard, lexique en prévalence au sens dénoté (objectif) :  - l’hôpital : une entreprise avec des objectifs de rentabilité (ligne 36),  - les médecins ont démissionné de leurs fonctions administratives (ligne 46),  - des services de radiologie qui se mettent en grève (ligne 55),  - ces annonces ne sont pas suffisantes (ligne 125),  - une grève inédite (ligne 146), etc.  Quelques rares expressions imagées et donc connotées :  - on met la pression au personnel (ligne 41), c’est aberrant (2 fois, lignes 124 et 137) |
| **Débit du discours**  - fluide  - présence de répétitions, d’hésitations  - ton | Débit fluide, elle parle à une bonne vitesse, elle articule clairement son discours.  Pas d’hésitations ni de répétitions.  Ton assertif : ce qu’elle avance est fondé sur ses enquêtes, ses observations sur le terrain d’où son assurance. |
| **La gestuelle**  - position du corps  - gestes éventuels | Position assise, bien appuyée à la table face à son interlocuteur, mains jointes, elle semble à son aise et calme.  Quelques gestes discrets pour appuyer son discours, elle cherche fréquemment par le regard à bien capter l’attention de Patrick Peloux ou de la présentatrice. |

Patrick Pelloux

|  |  |
| --- | --- |
| **Langage :**  - niveau de langue (familier, standard, élevé)  - lexique au sens dénoté, connoté, les deux  - emploi d’expressions imagées | En dépit de la présence de quelques mots de niveau élevé/formel pris au sens dénoté : creuser le déficit (ligne 112) abroger (ligne 152), se télescoper (ligne 155) et d’une expression latine *larga manu*, le niveau de langue dominant est standard avec des glissements dans le registre familier/populaire au sens connoté :  - avec cet espèce de truc délirant (ligne 20)  - on a cassé un truc (ligne 25),  - ouais, ouais (ligne 39),  - en termes de com (ligne 95),  - ces dix milliards, ils vont pas, ils tombent pas, il faut bien qu’ils viennent de que(l)que part (lignes 110 et 111), etc.  Beaucoup d’expressions imagées et donc connotées :  - la technostructure s’est fait plaisir (ligne 77),  - on vit sous le couperet des déficits (lignes 78 et 79),  - ils balancent des primes (ligne 86), les primes pleuvent (ligne 87),  - au lieu de calmer la grogne, ils ont mis du kérosène dans la cheminée (ligne 91),  - ça a relancé l’incendie (ligne 92),  - donc là ils rament un peu (ligne 94), etc. |
| **Débit du discours**  - fluide  - présence de répétitions, d’hésitations  - ton | Débit rapide mais peu fluide, présence de répétitions dès le départ qui ralentissent la communication d’informations et de petites phrases incises :  - ça… ça… ça ne m’apprend rien (ligne 6)  - et c’est long dix ans (ligne 26)  - ça va venir de l’impôt. Ces dix milliards, ils vont pas, ils tombent pas, de toute façon, on n’exporte plus, donc il faut bien qu’ils viennent de que(l)que part ces milliards, ils creuseront le déficit de l’impôt.(lignes 110 à 112). Etc.  Ce qui frappe, c’est la répétition fréquente du « ils » pour désigner les autorités gouvernementales, une pratique qui rappelle certains discours populistes :  - ils balancent des primes (ligne 86)  - ils ont mis du kérosène dans la cheminée (ligne 91)  - vous remarquerez dans leur plan, ils essayent, ils se sont aperçus, ils ont fait une erreur, ils rament un petit peu (lignes 94 et 95)  - l’année dernière, ils ont fermé 1800 lits (lignes 96 et 97)  - ils construisaient à Creil (ligne 126)  - et là, au printemps dernier, ils décident de fermer la maternité (ligne 129)  - ils ont tout fermé, ils ont dit aux gens (ligne 136), etc.  Le ton est critique, animé, un peu provocateur (à l’opposé du ton assertif de la journaliste). C’est le ton de la conversation familière, où Patrick Pelloux en vient même à soupirer pour manifester son mécontentement :  - alors, euh, pas du tout (3’27) |
| **La gestuelle**  - Position du corps  - Gestes éventuels | En position assise, lui aussi bien appuyé à la table face à la présentatrice, il a les mains jointes au départ, mais très rapidement, il ponctue son discours par des gestes plus ou moins amples qui appuient également ses propos :  - il y a eu un(e) espèce de basculement (0’49)  - cet espèce de truc délirant (0’57)  - ils ont réussi à faire un plan sans répondre aux demandes des professionnels (3’59)  - ils balancent des primes (4’12)  - vous remarquerez que dans leurs plans, soigneusement et judicieusement (4’40), etc.  Certains gestes bruyants relèvent vraiment de la conversation familière :  - ils ont fermé 1800 lits comme ça, ici il claque des doigts (4’55)  - ils ont dit aux gens : « vous allez à 30 kilomètres » (6’43) |

**Conclusion :** Julie Pichot et Patrick Pelloux sont tous deux très convaincants. Même si leur manière de s’exprimer est très différente, factuelle et posée pour la première, engagée et assez familière pour le second, l’une et l’autre se rejoignent sur bien des points, notamment la gravité des fermetures de lits et les retombées qu’elles impliquent pour les patients.

## Étape 4 – Approfondir la problématique de l’émission

### Débattre des nouvelles mesures du plan Ségur de la santé de juillet 2020 (activité 5)

**Compréhension écrite – interaction orale** – individuel, groupe classe – 25 min lors d’une seconde séance (supports : fiche apprenant, Internet)

*Réalisez l’activité 5 : depuis cette interview, après la crise sanitaire, une grande concertation a été lancée en France entre les hospitaliers, les syndicats et le ministère de la Santé. Des accords ont été signés en juillet 2020. Faites une recherche à ce propos. Notez les principales mesures adoptées. Pensez-vous que cette action gouvernementale réponde aux besoins relevés ci-dessus ?*

Proposer aux apprenant·e·s de réaliser une recherche à la maison : partir de la saisie de « Ségur de la santé » dans un moteur de recherches. Lors de la séance suivante, il·elle·s partageront les résultats de leurs recherches et débattront à propos des nouvelles mesures adoptées.

Il est possible de proposer aux apprenant·e·s les ressources ci-dessous, chacun·e puisant dans l’une ou l’autre d’entre elles :

* <https://www.france24.com/fr/20200713-les-accords-de-s%C3%A9gur-officiellement-sign%C3%A9s-un-moment-historique-selon-jean-castex>
* <https://www.lemonde.fr/societe/article/2020/07/21/segur-de-la-sante-apres-les-salaires-place-aux-reformes-structurelles_6046807_3224.html>

Noter les erreurs des apprenant·e·s durant la discussion afin de procéder ensuite à un retour linguistique en commun, en fin de séance.

Pistes de correction / Corrigés :

Il y a tout d’abord les mesures financières. Trois protocoles d'accords ont été signés après six semaines de discussions entre le gouvernement et les syndicats.

**1.** Les personnels paramédicaux (infirmiers, aides-soignants, masseurs-kinésithérapeutes…) et non médicaux (techniciens, brancardiers, agents administratifs…) ont obtenu une enveloppe de 7,5 milliards d'euros pour améliorer leurs rémunérations. Cette mesure concerne l'ensemble des personnels des hôpitaux et des Ehpad publics, elle est de l'ordre de 183 euros net mensuels.

2. De nouvelles majorations sont envisagées pour les heures supplémentaires, le travail de nuit, du dimanche et des jours fériés.

3. Des recrutements sont mentionnés, dont le nombre exact ne figure pas noir sur blanc. Il est question de la création de 15 000 postes.

**4.** L'accord pour les médecins hospitaliers, signé par trois syndicats représentatifs sur cinq, porte sur un ensemble de 16 mesures, pour une enveloppe globale de 450 millions d'euros. L'essentiel de cette somme servira à augmenter l'indemnité de « service public exclusif », versée aux praticiens qui s'engagent à ne travailler que dans les hôpitaux publics, sans dépassement d'honoraires.

**5.** Les internes, futurs médecins employés à l'hôpital dans le cadre de stages de fin de cursus, vont bénéficier d'une enveloppe de 124 millions d'euros ainsi que de mesures visant à assurer « un meilleur respect du temps de travail ».

Une enveloppe de 55 millions d'euros a par ailleurs été débloquée pour les étudiants en médecine.

Ensuite, il y a les mesures structurelles.

1. La première prévoit une enveloppe de 50 millions d’euros pour créer 4 000 lits « à la demande » dans les hôpitaux, dès cet hiver.

2. Une autre enveloppe permettra de réduire la tarification à l’acte dans le financement des hôpitaux. De même, le recours à l’intérim médical, très coûteux, devrait être bloqué.

3. Le développement des téléconsultations mis en place lors de la crise du COVID-19 devrait se poursuivre.

4. Enfin, 6 milliards d’euros seront respectivement investis dans la transformation, la rénovation et l’équipement dans les établissements qui accueillent les personnes âgées (Ehpad), dans des « projets hospitaliers prioritaires » et pour combler « le retard sur le numérique en santé ».

Débat :

- J’ai été plutôt convaincue par l’ensemble des mesures annoncées et j’ai également fait une recherche concernant Patrick Pelloux. Je voulais savoir ce qu’il en pensait. J’ai découvert qu’il avait violemment critiqué les syndicats qui ont signé ces accords. Il a souligné qu’il n’y avait aucun progrès concernant les urgences alors que c’était justement le personnel des urgences qui avait eu le plus de travail lors de la crise du coronavirus, avec les réanimateurs et les anesthésistes. Mais a-t-il participé à la concertation mise en place par le gouvernement ?

- Moi j’ai lu qu’il était également persuadé qu’on allait continuer les fermetures de lits. Pourtant si les salaires augmentent, les professions de la santé seront plus attractives, donc il y aura plus de personnels hospitaliers et on arrêtera ces fermetures de lits dues, comme on l’a vu, au manque de personnel. Et puis, il y a cette possibilité d’ouverture de lits à la demande. C’était bien une revendication récurrente des soignants.

- C’est vrai. Maintenant, l’ouverture des lits sera plutôt saisonnière, si j’ai bien lu. Or le problème s’étale sur toute l’année. Mais au-delà de tout cela, ce qui m’interpelle, c’est que tout est ramené à une question d’argent. Ce que je crains, c’est la gabegie par manque de visibilité. Et surtout, on ne parle pas de la déshumanisation de l’hôpital, du mal-être des soignants. Etc.

### Parler de la crise sanitaire liée au COVID-19 et de ce qu’elle nous enseigne

**Production et interaction orale** – grands groupes – 30 min (support : fiche apprenant)

Inviter les apprenant·e·s à former deux grands groupes.

*Réalisez l’activité 6 :* *un peu partout dans le monde, le COVID-19 a été un révélateur de failles (politiques, sanitaires, sociales). Qu’en est-il dans votre pays ou dans un pays proche du vôtre ? Présentez la manière dont l’un de ces pays a traversé la crise et les leçons qu’il en a tirées.*

Encourager les apprenant·e·s à réemployer le lexique des activités précédentes et à interagir : demander un éclaircissement, une explication complémentaire, établir un parallèle, etc.

Passer parmi les groupes en qualité de personne ressource, noter les erreurs éventuelles et faire un retour linguistique si nécessaire.

Pistes de correction / Corrigés :

- Je vais essayer de résumer la pandémie au COVID-19 au Chili, un pays que je connais bien.

Le premier décès lié au coronavirus date du 21 mars 2020. L'épidémie était à l'origine principalement concentrée sur Santiago, la capitale du pays. Elle s'est ensuite étendue aux provinces et même l’île de Pâques a été rapidement touchée.

En mars, alors que des mesures sont prises permettant le déploiement de l'armée pour le maintien de l'ordre, aucune mesure de quarantaine n'est annoncée.Et contrairement à beaucoup d’autres pays, le Chili opte pour des confinements modulables en fonction des foyers d’infection et non pas pour un confinement général. La méthode fonctionne dans les quartiers les plus aisés, mais se révèle bien moins efficace dans les quartiers pauvres. Ceux qui n’avaient pas d’autre choix ont continué à travailler, parfois jusqu’à la mi-mai, faute d’aides du gouvernement. Mais une réelle explosion du nombre de cas a fini par faire changer d’avis les autorités. Le confinement est devenu total pour les habitants de Santiago. Et le 15 juin, il était renforcé : cinq ans de prison en cas de non-respect.

Le nombre de cas de COVID-19 très important au Chili - au 5 juillet, il comptait 296 000 cas - semble être dû à la grave crise économique que traverse le pays. Une partie de la population était déjà en grande difficulté financièrement, elle est désormais terrassée par le virus. Depuis plusieurs mois, une contestation sociale agitait tout le pays. Les mobilisations, souvent violentes, dénonçaient les inégalités économiques et la déconnexion de la classe politique par rapport à la réalité quotidienne. Avec le coronavirus, des émeutes de la faim ont éclaté à la mi-mai, toutefois aucune réponse efficace n’a été apportée pour venir en aide à la majorité de la population : le programme de distribution de colis alimentaires aux plus démunis mis en place par l’État est jugé insuffisant, car trop aléatoire.

Par ailleurs, les hôpitaux sont saturés. La pandémie a fait ressortir le caractère très inégalitaire du système de santé. Au Chili, près de 80 % de la population, dont les plus pauvres, sont affiliés au système de santé publique. Celui-ci, sous-financé, a été débordé face à cette crise. Déjà, en temps normal, des patients sont refusés, faute de lits ou de personnel,ou pris en charge beaucoup trop tardivement par les services spécialisés.

Enfin, le centre du Chili est frappé par une grave sécheresse qui assèche les rivières, vide les réservoirs des barrages et rend les habitants plus vulnérables face à l'épidémie de coronavirus. Selon [Greenpeace](https://fr.wikipedia.org/wiki/Greenpeace), plus de 350 000 Chiliens se trouveraient dans une situation de pénurie d’eau et ne pourraient donc pas se protéger du coronavirus. L’organisation environnementale a appelé le gouvernement à déployer un plan d’urgence de distribution d’eau potable. Au Chili, les ressources en eau ont été presque entièrement privatisées, ce qui fragilise encore davantage les communautés les plus pauvres.

En conclusion, le COVID-19 est révélateur de toutes les tensions du Chili et surtout de la crise politique et économique qui frappe le pays depuis plusieurs années. Dès lors, je crains fort que les lendemains ne soient très difficiles pour les Chiliens.

Sources principales : Wikipédia, la RTBF, *le Monde*, *le Courrier international*.

- Je pense que ton exposé sur la situation chilienne illustre bien la crise que traversent la plupart des pays d’Amérique du Sud : moi qui suis argentin, je peux dire que c’est surtout les plus pauvres et la classe moyenne – déjà en grande difficulté économique – qui ont été touchés. Et la situation des hôpitaux publics y est tout aussi déplorable. Etc.